

Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime

par Marie-Anne Chabin, 2024

# Varzay

code INSEE : 17460

824 habitants

Communauté d'agglomération de Saintes



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W423) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : cahier d'écolier petit format grands carreaux, vert, 96 p.

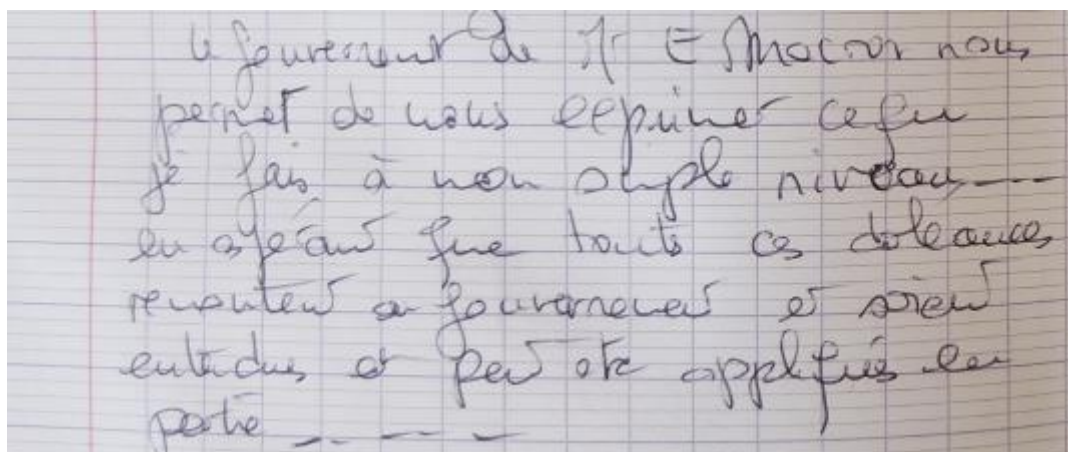
Couverture AMF format A5 collée + nom de commune.

Titre : Cahier de doléances et de propositions.

À l'intérieur « Motion de soutien de l'AMF à l'action des "Gilets jaunes" ».

6 contributions.

Pour en savoir plus : <https://www.marieannechabin.fr/cahiers-de-doleances-2018-2019/>



Le gouvernement de J. E. Macron nous  
permet de nous exprimer ce que  
je fais à mon simple niveau ---  
en espérant que toutes ces doléances  
présentées au gouvernement et bien  
étudiées et peut être appliquées dans  
perte ---

Parlons maintenant de ce qui est insupportable pour la majorité des gens .

Nous ne pouvons plus admettre que des hauts fonctionnaires d'état, conseillers, présidents de diverses et bien souvent inutiles officines (ex C Juaneau) soient rémunérés à des hauteurs indécentes . Tout cela pour bien souvent "recaser" d'anciens parlementaires en mal de réélection.

Comment se fait -il qu'un député après 5 ans de cotisation retraite touche en moyenne 1500 euros par mois alors qu'un salarié doit cotiser 40 ans.

**Nous demandons davantage d'écoute et surtout d'être entendus, plus de concertations avec des personnes représentatives et non pas toujours les mêmes qui sont dans beaucoup d'instances, entre petits copains.**

**LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE**

**SOLIDARITE – LAICITE**

**DEMOCRATIE**

#### Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [ ].

**1. Manuscrit, 30 lignes, 149 mots (couple)**

Le 08.01.2019

[Nom entreprise]

Je profite de ce cahier de recueil de doléances pour renouveler ma demande d'annulation de mise en place sur la commune de Varzay de deux éoliennes situées à moins de 500 m de notre verger de 22 ha au lieu dit « La rente à Colette ».

Une vie pour le mettre en place, 8 emplois à l'année, 60 saisonniers pendant 4 mois par an.

S'agissant d'une zone très fréquentée, avec en moyenne plus de 10 personnes à l'hectare, l'implantation d'éoliennes n'est pas légale. mais le projet continue. J'espère que M. le préfet prendra connaissance de ce grave problème touchant 1/3 de l'entreprise EARL SAINTONGE FRUITIÈRE, tant pour ses salariés que pour les investissements non amortis et ses jeunes responsables successeurs. Les subventions allouées au parc éolien n'auront que pour résultat de détruire des emplois, et peut-être une exploitation réalisant une part importante de son chiffre d'affaires à l'exportation.

[Prénoms Nom]

Gérants de [nom entreprise]

[Signature]

---

**2. Manuscrit, 26 lignes, 148 mots (femme)**

Le 11/01/2018

Je suis retraitée de la fonction publique (67 ans) ; cette fonction si bien aimée d'antan et si malmenée de nos jours...

Notre France, que va-t-elle devenir ? Je pense à nos plus jeunes, que va-t-il se passer dans ce monde de plus en plus violent, intolérant et combien égoïste...

Le gouvernement de M. E. Macron nous permet de nous exprimer ce que je fais à mon simple niveau... en espérant que toutes ces doléances remontent au gouvernement et soient entendues et peut-être appliquées en partie...

- Panier de la ménagère : son coût à descendre.
- Reconnaissance du vote blanc.
- Salaires des députés trop élevés (Assemblée et sénateurs), ainsi que leurs indemnités à revoir -> tous les élus.
- Arrêter les fermetures dans les communes moyennes -> de la poste, des impôts, etc.
- Salaire des retraités : augmentation suivant l'indexation du coût de la vie.

---

**3. Dactylographié (2 pages collées), 63 lignes, 895 mots (homme)**

Voilà maintenant plus de 8 semaines que notre pays est dans une situation de crise forte, logique, compréhensible, mais aussi inquiétante. Il est certain que de ne pas avoir annulé la hausse des taxes sur le carburant dans les premiers jours, les "Gilets jaunes" et leurs mouvements se seraient tout naturellement dispersés et dilués. À vouloir jouer avec une autorité incomprise, on récolte le soulèvement du peuple. Après ce préambule, il faut faire un bilan de toutes ces revendications, et nous pouvons réunir en un seul domaine le sujet qui vient en premier, c'est à dire le pouvoir d'achat et donc l'argent.

Le thème étant défini, que proposer ?

La France est un pays très riche, bien sûr elle a un déficit important, il représente notre création de richesse pour une année, si nous voulons être simple : un foyer moyen français achète un véhicule sur 5 ans, la somme empruntée correspond à son revenu annuel, et sera effacée au bout de 60 mois. Par cet exemple, nous prouvons que rien n'est irrémédiable. Donc la dette n'est pas la cause de nos malheurs. Nous devons chercher ailleurs et en particulier dans la redistribution des richesses, et dans l'injustice criante dans notre système de rémunération. À ce sujet, voilà des questions qui demandent des réponses.

\_ Comment se fait-il que des plans de licenciement dans des sociétés importantes entraînent automatiquement la hausse boursière des actions ?

\_ Comment se fait-il que les grands dirigeants d'entreprises nationales ne paient pas leurs impôts en France ? (ex. PDG de Renault Nissan)

\_ Comment se fait-il que nos gouvernants proposent toujours des baisses de charges pour les entreprises, alors que le problème est que, sans commande, sans plan de travail, sans prévision d'avenir, aucune embauche ne sera possible.

\_ Comment se fait-il que nos gouvernants estiment que vivre avec un salaire minimum garanti, on peut vivre dignement, alors qu'ils ne connaissent pas, pour la plupart d'entre eux, le prix des produits de première urgence (pain, nourriture de base, etc.).

Parlons maintenant de ce qui est insupportable pour la majorité des gens.

Nous ne pouvons plus admettre que des hauts fonctionnaires d'État, conseillers, présidents de diverses et bien souvent inutiles officines (ex : C. Jouanno) soient rémunérés à des hauteurs indécentes. Tout cela pour bien souvent "recaser" d'anciens parlementaires en mal de réélection.

Comment se fait-il qu'un député, après 5 ans de cotisation retraite, touche en moyenne 1500 euros par mois alors qu'un salarié doit cotiser 40 ans ?

Pourquoi un sénateur qui a fait 2 mandats de 6 ans peut toucher 3700 euros par mois de retraite ? Pourquoi un élu peut-il cumuler jusqu'à 5 retraites ? Pourquoi le même élu peut travailler en touchant sa ou ses retraites sans plafond alors que le simple citoyen ne peut le faire sans dépasser son dernier salaire ? Pourquoi 2 ans d'allocation chômage pour chacun d'entre nous contre 5 ans pour un député battu ? Pourquoi faut-il un casier judiciaire vierge pour rentrer dans certaines professions, et que cela n'est pas demandé pour être élu ?

Nous continuons à trouver des solutions pour économiser NOTRE argent.

Pourquoi un député ou un sénateur bénéficie de 5770 euros pour l'un et 6200 euros pour l'autre au titre de l'indemnité représentative des frais dans sa fonction, n'est-elle pas imposable ? Pourquoi cette même indemnité lui permet d'acheter son logement (permanence soi-disant) payée à crédit, avec l'argent public, et de le garder en bien propre ?

Pourquoi nous entendons tous les jours qu'il faut réduire les fonctionnaires (de base) mais jamais le nombre des parlementaires (le calcul sur une base de moins 50 % de sénateurs, députés, conseillers donne une somme à rougir de honte) ?

Sujet d'actualité : pourquoi la pension de réversion d'un élu décédé est de 66 % sans condition, alors que pour nous tous, elle est de 54 % sous condition de ressources du survivant ? (actuellement le seuil est de 19 600 euros par an bruts) ?

Malgré sa rémunération complétée de ses indemnités, un député, un sénateur a droit au remboursement de ses frais de taxis parisiens, à la gratuité de ses voyages en première classe sur le réseau SNCF, à 50 % de réduction à vie sur 10 vols Air France par an et pour toute sa famille ?

En ce qui concerne les ministres, les voyages Air France et SNCF sont gratuits à vie pour toute leur famille.

Voilà plusieurs questions posées ; nous n'espérons que peu de réponses, comme nous le dit E.M. nous ne faisons pas assez d'efforts ; il est vrai que nous sommes des retraités qui ont travaillé dur, qui ont élevé des enfants, que nous aidons toujours malgré leur indépendance. Nous participons autant que possible à l'aide et au soutien d'associations d'utilité publique (2018 : vertigineuse baisse des dons suite à la disparition de l'ISF), et nous sommes plus du tout reconnus par nos gouvernants (retraites ponctionnées, non revalorisées, même pas indexées sur le coût de la vie – méprisable comportement).

Après toutes ces remarques qui expriment une grande partie des préoccupations de nos semblables, nous sommes dans l'attente, mais sans trop d'espoir ; le changement qu'on nous annonçait s'est transformé en cauchemar et en colère ; nous avons une majorité législative composée de personnes inexpérimentées, très souvent incompetentes. Une dissolution rapide serait à ce jour souhaitable.

[Ajout manuscrit] : Fait en mairie de Varzay

Le 14/01/2019 [Prénom NOM]

[Signature]

---

**4. Dactylographié (4 pages collées), 115 lignes, 1839 mots (femme)**

Janvier 2019

**CAHIER DE DOLÉANCES / ESPÉRANCES**

Suite au mécontentement général qui se manifeste par la mobilisation des Gilets jaunes depuis le 17 novembre 2018, il est demandé à notre président de la République, notre Premier ministre et à son gouvernement, aux députés et sénateurs, de bien vouloir écouter et entendre le mal être et le mal vivre d'une grande partie de la population de notre pays, qui n'est pas opposée au respect de la planète et de son environnement comme les « élites » ont voulu nous le faire croire.

Il est bien précisé que nous sommes contre la violence sous toutes ses formes, casses, destructions, menaces, vandalisme, incendie mobilier urbain, attaque contre des policiers dans l'exercice de leur travail, etc.

**PROPOSITIONS**

**PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE**

- Il est au service de la France et des Français et non l'inverse.
- Doit être le premier à montrer l'exemple des économies, et du respect des citoyens.
- Moins de déplacements en avion (consommation de kérosène : pour la planète).
- Moins de réformes domestiques : travaux piscine Brégançon, vaisselle et mobilier de l'Élysée, etc.
- Réduire le nombre de conseillers et lobbies.
- Train de vie de l'Élysée à réduire drastiquement, dépenses somptuaires, vestiaire de Mme la 1ère dame et son secrétariat ainsi que ses déplacements (quel que soit le président).
- Les anciens présidents de la République étant nommés de droit membres du Conseil Constitutionnel à vie, leur supprimer cet automatisme et toutes les indemnités qui vont avec, ce qui est inadmissible. Quels sont les salariés qui ont de tels avantages à vie ???
- Revoir le calcul de leurs retraites.

**GOUVERNEMENT**

- Réduire les déplacements inutiles et tous les avantages inhérents : avion, train, taxi, restaurants, hôtels, etc. ; les rembourser sur justificatifs comme dans les pays nordiques.

## Cahier de Varzay

- Communiquer davantage sur les coûts des ministères et le nombre de collaborateurs, les gratifications et enveloppes budgétaires en tous genres.
- Avoir accès à leurs travaux en toute transparence.
- Leur faire faire des stages sur le terrain dans les entreprises, associations, établissements scolaires et hospitaliers, ruralité, pour prendre le pouls de la vraie vie.
- Supprimer les avantages à vie des anciens ministres et Premiers ministres dès lors qu'ils quittent leur fonction : gardien de police, voiture et entretien, déplacements, etc.
- Limiter la rémunération à 6 mois maximum de nos édiles après le départ du gouvernement ou du Parlement.
- Revoir leur système de retraite comme les autres citoyens : en fonction de leurs cotisations et du nombre d'années de versement.

### PARLEMENT : ASSEMBLÉE NATIONALE ET SÉNAT

- Réduire le nombre de membres de chaque « chambre ».
- Revoir leurs avantages acquis outranciers : train, avion, logement à Paris, restaurants, etc.
- Revoir la fiscalité de leurs émoluments et de la totalité de leurs indemnités, que tout soit imposable, et soumis à CSG et RDS, comme tous les salariés.
- Contrôler les indemnités justifiées avec impossibilité d'acquérir un bien immobilier le temps du mandat qui ensuite reste acquis à l'élu sortant ou sorti.
- Rendre obligatoire la présence physique dans les hémicycles lors des sessions parlementaires avec ou sans vote et/ou les rémunérer au prorata de leur présence de travail et dossiers étudiés.
- Justifier des déplacements et études par des rapports circonstanciés avec frais de remboursement a posteriori sur justificatifs.
- Limiter leur rémunération 3 mois après leur fin de mandat.
- Réduire le personnel d'apparat.
- Revoir leur système de retraite : comme les autres citoyens (voir § Gouvernement).

### ÉLECTIONS

- L'inscription sur les listes électorales est obligatoire, faire respecter ce devoir... soumis à certaines contraintes et avantages.
- Rendre le vote obligatoire et comptabiliser les bulletins blancs qui signifient que les candidats proposés ne sont pas représentatifs des électeurs ou ne leur conviennent pas.
- Valider les résultats en fonction des pourcentages avec des seuils de validité, ce qui motiverait les citoyens à se déplacer.

### CITOYENNETÉ

- Faire appliquer les lois à tous sur le principe d'égalité (citoyens, entreprises, politiciens, ambassades, etc.) et réduire les délais de publications des décrets d'application.
- Créer des instances de débat, suivant les sujets, soit nationalement, soit régionalement, soit localement pour les personnes concernées ou l'ensemble des citoyens, et faire suivre l'information de manière objective.
- Favoriser l'accès aux documents administratifs car, malgré l'obligation actuelle, ne se pratique pas, loin s'en faut.
- Prendre exemple sur la Suisse pour des référendums d'initiative populaire et tenir compte des résultats... ne pas les contourner, les dissimuler, voire faire le contraire.

### ENGAGEMENT SOCIAL



## Cahier de Varzay

- Prévoir un SMIC permettant de vivre dignement (et si nos élites le percevaient pendant six mois... ?) et éviter les effets d'annonce : dire que l'augmentation du SMIC sera de 100 € par mois, alors qu'il s'agit de modifier la prime d'activité... tous les smicards ne la percevront pas car il est tenu compte du foyer fiscal – pour qui nous prend-on ?
- Réduire l'échelle des salaires dans l'entreprise ou l'administration de 1 à 20.
- Compte tenu du nombre d'associations en vue de l'amélioration des conditions de vie des plus défavorisés(es) :
  - Prendre en compte leur expérience, les écouter dans la remontée des difficultés rencontrées et leurs projets,
  - Les soutenir dans leurs actions, maintenir, voire augmenter l'aide publique :
    - *Comment les dirigeants d'un pays peuvent-ils s'enorgueillir de leur action lorsque chaque année, il existe de plus en plus de pauvres et de laissés pour compte, de sans-toit, et notamment des familles, des enfants ! Quelle honte à tout gouvernement et à leur incapacité à réduire la précarité et la pauvreté.*
- Revoir à la hausse les seuils de calcul pour l'accès aux différentes aides : CAF, RSA, etc.

### MOBILITÉ

- Faire le bilan et le constat des transports publics qui, petit à petit, ont disparu, obligeant les citoyens à compenser individuellement leur système de déplacement, à leur frais.
- Rétablir le 90 km/h afin d'éviter le surplus de PV aux personnes n'ayant pas d'autre moyen de locomotion, sans mettre en cause la sécurité de tous.
- Le président de la République et les ministres circulent-ils à 80 km/h avec leur chauffeur ?
- Que l'État entretienne ses réseaux de voies nationales, sa signalisation, et aide les collectivités à entretenir leurs voies de circulation, ce qui éviterait des accidents.
- Faire la différence entre les véhicules anciens et récents qui sont moins polluants et uniformiser les tarifs entre différents types d'utilisateurs... pas de passe-droits.
- Transparence sur les chiffres réels de rentrée financière sur les carburants pour l'État et connaître l'utilisation de ces fonds.

### DIVERSES IDÉES POUR LES PROFESSIONNELS

- Écouter les professionnels de santé dans le cadre de leurs activités – prévoir des tables rondes et en tirer les conclusions qui s'imposent dans le but de l'amélioration de la santé des citoyens qui ne se retrouvent plus dans le fonctionnement : délais de rendez-vous pour les spécialistes et généralistes, déremboursements, etc. et qui ne se font plus soigner.
- Réduire les rémunérations des « pontes » de la médecine et limiter les dépassements d'honoraires.
- Imposer des permanences les week-ends dans les cabinets médicaux libéraux à tour de rôle pour désengorger les urgences des hôpitaux.
- Écouter les professionnels de l'éducation et ceux qui font des expériences concluantes de leur propre initiative, en ciblant les enfants qui en ont le plus besoin.
- Tenir compte des différentes « agricultures » et décider en fonction des activités, des régions, des cas particuliers, de leurs pratiques culturelles, du respect de l'environnement ; ne sont-ils pas « les jardiniers de la France » ? Limiter les prérogatives du syndicat majoritaire.
- Soutenir les agriculteurs bio ou qui s'orientent vers le bio.

### FISCALITÉ

- Supprimer les niches fiscales, y compris celles des journalistes et autres catégories avec de sérieuses déductions.
- Que tous les revenus soient déclarés (y compris aides sociales) et soumis à calcul de l'impôt, plus particulièrement ceux des élus nationaux, PDG et staff des grandes entreprises.

- Prendre les moyens pour éradiquer l'évasion fiscale des entreprises et des personnes les plus riches,
  - *Ne pas simplement l'annoncer comme tous les gouvernements le font mais le faire vraiment même si on touche aux petits copains qui ont financé les campagnes électorales.*
- Harmoniser progressivement avec les autres pays européens.
- Diminuer la disparité entre les grands groupes dans les avantages sociaux qu'ils peuvent accorder à leurs salariés ... et les PME ou toutes petites entreprises artisanales ou commerciales qui ne peuvent verser les mêmes avantages à leurs employés.
- CICE pour les entreprises : ne le verser qu'en justifiant le nombre d'emplois créés sur un moyen terme.
- Suppression ISF : à condition de justifier ces mêmes sommes dans l'investissement du capital des entreprises - à vérifier chaque année.

#### ENVIRONNEMENT – LOGEMENT

- Revoir les différentes aides pour l'isolation des logements (rétablir une participation pour l'isolation des combles, greniers, murs, etc.).
- Faciliter les prêts à 0 % pour tous les travaux visant à réduire la facture énergétique des particuliers et professionnels ; remonter les seuils de revenus pour accéder à ces aides.
- Viser l'aide pour la maison, quel que soit le nombre de personnes y vivant, la facture de travaux est la même, que l'on soit une, deux ou trois personnes. Actuellement les personnes seules sont largement défavorisées et renoncent à effectuer ces travaux.
- Favoriser les énergies nouvelles en les expliquant mieux de façon accessible au commun des mortels.
- Diminuer les différentes taxes sur nos factures d'électricité et d'eau.
- Développer l'éducation et la sensibilisation dès le plus jeune âge à l'environnement, au tri sélectif, aux économies d'énergie.
- Expliquer clairement les consommations aux jeunes et moins jeunes sur la consommation de l'énergie avec tous les « écrans ».
- Inciter les gens à se mettre au tri dans l'intérêt de tous.
- Pénaliser les personnes refusant cette civilité.
- Urbanisation citadine : inventer les béguinages (mélange harmonieux des milieux sociaux et différentes tranches d'âge de la population).

#### **Exemple d'aberration : les compteurs LINKY**

*Qui a décidé de changer tous les compteurs d'électricité ? Quels gaspillages !*

*Quel est le coût de fabrication de ces millions de compteurs, qui, en définitive, seront payés par le consommateur.*

*Que les compteurs soient changés lors de leur vétusté constatée, et non pas systématiquement, y compris contre l'avis des communes (propriétaires du matériel) et des citoyens qui le refusent...*

*Tous les compteurs démontés, mis au rebut, comment seront-ils détruits ? N'est-ce pas aller contre l'environnement et l'intérêt de la planète ?*

*Respecter la volonté des citoyens qui ne doivent pas être obligés ni contraints à cette installation qui semble avoir ses limites de sécurité.*

*ETC. ETC.*

De multiples exemples d'incohérence dans les décisions gouvernementales, d'un gouvernement à l'autre, sans toucher aux avantages des élus, voire même à les augmenter.

Ceci n'est une petite partie des propositions pour réduire les inégalités, aller progressivement vers moins d'injustices.



Cahier de Varzay

Nous demandons davantage d'écoute et surtout d'être entendus, plus de concertations avec des personnes représentatives et non pas toujours les mêmes qui sont dans beaucoup d'instances, entre petits copains.

**LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ**

**SOLIDARITÉ-LAÏCITÉ**

**DÉMOCRATIE**

[Prénom NOM, 70 ans]  
Citoyenne rurale française  
17460 VARZAY  
Charente-Maritime

---

**5. Manuscrit, 2 lignes, 4 mots**

Hôpital, éducation

Retraite + augmentation

[Signature]

---

**6. Manuscrit, 6 lignes, 23 mots (homme)**

Par rapport au projet éolien sur notre commune, comment seront indemnisés les propriétaires immobiliers dont les biens seront invendables ou très dépréciés ?

de Mr [Nom]

[Signature]

[FIN]